

Rwanda : après les Français, l'inquiétude

Ni exode massif vers le Zaïre, ni retour chez soi ... les populations de la zone « Turquoise » restent dans l'expectative

Jean Hélène

Le Monde, 20 août 1994

Gikongoro. « *Ceux qui partent à Cyangugu sont fous !* » Debout sur sa Jeep, le lieutenant Goujon, du premier escadron de régiment d'infanterie chars de marine (RICM), essaie d'être le plus clair possible : « *Vos enfants risquent de mourir en chemin. Vous pouvez vous faire dévaliser par les bandits dans la forêt de Nyungwe, et à Cyangugu il n'y a rien !* » Appuyé par un traducteur, il harangue les 1 500 déplacés du camp de Mugano qui ont fui leur village, de l'autre côté de la Mwogo, la rivière qui sépare la zone tenue par le Front patriotique rwandais (FPR) de la zone humanitaire sûre (ZHS), où les « *casques bleus* » prennent la relève des soldats français.

« *Plutôt que de partir vers le Zaïre ou de rentrer au village, il vaut mieux rester sur place et attendre que les Nations unies vous signalent quand le retour sera possible.* » La petite foule applaudit. Est-elle convaincue ? Sur le chemin du retour le chef de la patrouille reconnaîtra que « *demain ils vont sans doute tous me dire qu'ils veulent quand même partir à Cyangugu* ». Ce discours, qu'il tient tous les jours dans différents camps de la région, ne fait pas le poids face aux rumeurs. « *Vous ne pouvez pas dire au FPR de rentrer dans les casernes pour qu'on puisse revenir chez nous ?* », a demandé quelqu'un.

Les gens de Mugano, comme l'immense majorité des Hutus déplacés ou résidents dans la ZHS (estimés respectivement à un million et 500 000) ont une peur de la « *vengeance tutsie* » qui les cheville au corps. Et ils ne font pas plus confiance à la MINUAR II (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) qu'à la MINUAR I qui, à la mi-avril, au lieu de s'interposer, avait retiré ses hommes du Rwanda qui sombrait dans la guerre civile et les massacres. Ils sont prêts à tout pour tenter de faire rester les Français. L'air soucieux, un jeune homme s'approche de l'officier : « *Des hommes armés du FPR sont venus ce matin à Mukoni. Ils disaient qu'après le 22 août [date du retrait du contingent français] ils viendront massacrer tous ceux qui ne retourneraient pas dans leurs villages.* » Petite vérification de routine à Mokoni : à travers les réponses des uns et des autres, l'affaire se révèle une naïve « *opération d'introx* ».

Avant d'entamer leur tournée quotidienne pour « *montrer aux gens que nous sommes toujours là* » les hommes du lieutenant Goujon sont allés saluer les sentinelles du FPR sur le pont de la Mwogo. Français et ex-rebelles s'appellent par leurs prénoms, fument une cigarette ensemble et discutent un moment. Tout va bien. Un combattant du FPR affirme : « *Cinq cents déplacés reviennent chaque jour* » c'est-à-dire quittent la zone de sécurité vers les régions contrôlées par le FPR. Tous s'en félicitent, font semblant d'y croire. Mais, en une demi-heure, cinq personnes seulement traverseront le pont. Sur le chemin du retour, un drame éclate au bord de la route : la foule poursuit un homme qui a tenté de voler de la nourriture tout juste distribuée. Les soldats jaillissent de leur véhicule mais les villageois ont été plus rapides. Le voleur est arrêté une grenade à la main. Les militaires iront fouiller sa chaumière sans trouver d'autres armes. Ni les Français ni la MINUAR II n'ont ouvert de cachots. Le brigand sera donc remis au bourgmestre, qui ne pourra que le relâcher puisque le directeur de la prison de Gikongoro est parti avec les clés après avoir libéré tous les prisonniers.

L'anarchie, la misère alourdissent le climat d'insécurité. Le banditisme se développe. On se vole des vivres, des ustensiles, et les altercations se terminent souvent par un coup de machette.

A l'hôpital, les blessés dénoncent immanquablement le FPR. Pourtant, sur les trente cas d'exactions qu'il a étudiés jusqu'à présent, Ahamat Omran, observateur tchadien détaché par le Centre des Nations unies pour les droits de l'homme, a remarqué que la majorité des blessures provenaient de rixes ou

d'agressions. Un seul cas pourrait être le fait du FPR et mérite une enquête approfondie. Ici, les exactions du FPR paraissent peu nombreuses ou alors, disent les plus prudents, rares sont ceux qui en réchappent. Mais, malgré le peu de cas reconnus, les rumeurs suffisent à pousser les gens vers le Zaïre, loin des lignes « ennemies ».

Depuis le 15 août, militaires et « humanitaires » enregistrent les départs vers Cyangugu. Curieusement, ils ne disposent pas des mêmes chiffres : cinq mille par jour pour les premiers, le double pour Médecins sans frontières. Le 18 août, le flux s'est ralenti à quatre mille, ce qui a immédiatement été interprété comme une marque de confiance aux « casques bleus ». Peut-être la population attend-elle de voir si ces derniers sont capables de la protéger. Mais personne ne veut parier sur la suite.

Depuis trois semaines, les Ghanéens tiennent la zone sud de Gikongoro et il n'y a eu pour ainsi dire aucun mouvement. Au nord, les Tchadiens auraient empêché quelques soldats du FPR de s'infiltrer pour voler du bétail. Au milieu du camp de Cyanika (vingt mille personnes), illuminé par des centaines de petits feux de cuisine, un blindé blanc de l'ONU et son équipage de Ghanéens, s'est arrêté pour la nuit : il faut coûte que coûte rassurer et se refaire une image de marque.

Mais le vrai test viendra avec le départ définitif des Français. « *Le mandat des "casques bleus" pour contrer l'insécurité, n'est pas clair* », s'inquiète un observateur qui, comme les Rwandais, émet des doutes sur l'efficacité de la MINUAR. La mission de l'ONU ne pourra en réalité réussir que si le FPR joue le jeu. Se retiendra-t-il de faire entrer ses troupes dans le secteur (dont il avait, en principe, accepté la démilitarisation) ?

Le contingent éthiopien a commencé d'arriver le 17 août à Cyangugu. Au total, deux mille quatre cents « casques bleus » (deux fois plus qu'il n'y avait de soldats français) devraient prendre la relève, appuyés par soixante-quinze observateurs de l'ONU. Le premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, a déjà tiré son bilan : il expliquait jeudi sur Radio Rwanda que « *la France n'avait pas su rassurer la population* », puisque trois cent mille personnes se trouvaient à la frontière zaïroise, mais qu'il s'attendait à une bien meilleure collaboration avec la MINUAR. " « *Forte de son expérience, la deuxième MINUAR ne répétera pas les mêmes erreurs que la première*, estime le capitaine Bucquet, qui commande le dernier détachement français de Gikongoro. *Le FPR a gagné la guerre et doit comprendre qu'il doit aussi gagner la paix... Il n'a pas intérêt à provoquer un exode* ». Du côté de l'ONU, on assure que certaines unités du FPR coupables d'exactions ont été relevées sur les lignes de démarcation. Mais il en faut peut-être plus pour rassurer les déplacés et ne pas se contenter de dire que tous ceux qui partent au Zaïre ont du sang sur les mains.

Prudentes, les familles de déplacés envoient d'abord un des leurs de l'autre côté de la ZHS, pour aller voir. Mais ces éclaireurs ne reviennent pas, à l'exception, il y a trois semaines, de ce jeune homme laissé pour mort dans une fosse septique, le crâne ouvert par un coup de hache, par le FPR, selon son témoignage. Alors, on se pose des questions. « *On ne constate pas de réelle volonté des nouveaux dirigeants rwandais de faire revenir les gens*, remarque un observateur, *leurs discours, leurs visites dans la ZHS semblent destinés à l'opinion internationale. Il y a une certaine logique à cela : ils n'ont pas les moyens de gérer toute cette population ; peut-être souhaitent-ils vider le pays et filtrer peu à peu les retours quand ils auront assuré leur autorité sur tout le territoire* ».